



REVUE DE PRESSE du mois d'avril 2026
*Pièce jointe au courrier de mai 2026 d'un prêtre diocésain retraité Fidei Donum
à Cochabamba, Bolivie.*

1. Le FMI prévoit que l'économie bolivienne se contractera de 3,3% en 2026 et que l'inflation atteindra 20,7%.

14 avril

Dans ses dernières Perspectives de l'économie mondiale (PEM), le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une contraction de l'économie bolivienne de 3,3% en 2026, accompagnée d'une inflation de 20,7%.

Selon ces données, la Bolivie connaîtra une contraction économique plus marquée qu'en 2025 (-1,2%), la plaçant parmi les pays les moins performants d'Amérique du Sud d'ici 2026. Parallèlement, l'inflation en Bolivie devrait atteindre 20,7% en 2026, contre 19,5% estimés pour 2025, ce qui reflète une forte pression à la hausse sur les prix intérieurs.

Sur le plan extérieur, le FMI prévoit que la Bolivie passera d'un déficit de la balance des transactions courantes de -1,9% du PIB en 2025 à un excédent de 1,2% en 2026, ce qui suggère un ajustement du secteur extérieur, possiblement lié à une baisse des importations ou à des modifications des flux commerciaux.

Concernant l'emploi, le taux de chômage devrait passer de 3,3% en 2025 à 4,5% en 2026, signe d'une détérioration du marché du travail.

Amérique latine

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé mardi une prévision de croissance légèrement revue à la hausse, à 2,3%, pour l'Amérique latine et les Caraïbes en 2026, tout en soulignant que l'impact du conflit au Moyen-Orient est inégal dans la région.

« Les petites économies sont plus durement touchées », explique le rapport.

Cette prévision de 2,3% pour 2026 est légèrement supérieure (+0,1 point de pourcentage) à celle de janvier. La croissance devrait atteindre 2,7% en 2027, un chiffre inchangé par rapport à la précédente estimation.

Le Brésil pourrait tirer profit de la guerre commerciale, grâce à son statut d'exportateur net d'énergie. Le Fonds prévoit une croissance de 1,9% (contre 1,6 % en janvier) et de 2% en 2027 (contre 2,3% en janvier).

Le Mexique a subi de fortes pressions en 2025 en raison des droits de douane et de la politique commerciale agressive des États-Unis. Après une croissance de 0,6% cette année-là, il pourrait atteindre 1,6% en 2026 et 2,2% en 2027.

Ainsi, l'Amérique latine et les Caraïbes demeurent une région de forts contrastes économiques, comme en témoigne le taux d'inflation projeté pour le Venezuela en 2026 : 387%, une hausse considérable par rapport aux 252% enregistrés dans le pays en 2025, selon le Fonds.

Le Venezuela, qui a changé de président après la capture de Nicolas Maduro par les États-Unis en janvier, est un pays producteur de pétrole qui pourrait tirer profit de l'instabilité dans le Golfe persique.

Les prévisions de croissance tablent sur 4% cette année et 6% l'année prochaine.

En revanche, les perspectives économiques de la Bolivie sont sombres. Le pays a subi une baisse de 1,2% de son PIB en 2025 et fait face à une nouvelle contraction de 3,3% cette année, selon le Fonds.

La croissance de l'Argentine devrait se modérer, passant de 4,4% en 2025 à 3,5% cette année et 4% l'année prochaine, principalement en raison du ralentissement de l'activité économique au second semestre 2025, a expliqué Petya Koeva-Brooks lors de la conférence de presse.

Ce pays d'Amérique du Sud poursuit avec succès la réduction de son inflation, qui devrait s'établir à 30,4% en 2026 et à 15,7% en 2027.

La Colombie devrait croître de 2,3%, le Chili de 2,4%, tandis que l'Uruguay devrait maintenir sa croissance à 1,8% par rapport à 2025.

Le Pérou connaîtra une croissance de 2,8%, l'Équateur de 2,5%, soit des chiffres en baisse par rapport à leurs prévisions de 2025.

2. La Bolivie figure parmi les 51 plus beaux endroits du monde.

La Bolivie figure sur la liste des 51 plus beaux endroits du monde établie par le magazine international Time Out, une sélection éditoriale qui rassemble des destinations naturelles, urbaines et culturelles de différents continents.



17 avril

Cette publication, mise à jour en mars 2026, présente une sélection pointue basée sur l'expérience directe de journalistes et d'auteurs de récits de voyage ayant exploré chacun des sites présentés. Dans ce contexte, l'Altiplano bolivien a été choisi comme l'un des paysages les plus époustouflants de la planète.

Sur cette liste, la Bolivie figure aux côtés de destinations telles que les Picos de Europa en Espagne, le parc national de Komodo en Indonésie, la vallée du Douro au Portugal, Big Sur aux États-Unis et les chutes Victoria en Afrique, parmi d'autres lieux qui allient paysages naturels et patrimoine.

Le magazine décrit le pays comme une terre de contrastes uniques, marquée par des lagunes aux couleurs variées, des montagnes andines et de vastes salines.

« La Bolivie est un pays de lacs multicolores, de montagnes escarpées qui semblent s'étendre à l'infini et d'immenses salines », peut-on lire.

Parmi les principales attractions figure le Salar d'Uyuni, qui, à certaines périodes de l'année, est recouvert d'eau, créant un effet miroir qui reflète le ciel. Sont également mentionnées la Laguna Verde et la Laguna Colorada, réputées pour leurs couleurs éclatantes et la présence de flamants roses dans la région.

Selon la publication, cette liste ne repose pas sur des mesures ou des classements techniques, mais sur une sélection subjective basée sur l'expérience de voyage et l'impact visuel des destinations.

« Ce que nous pouvons garantir, c'est l'expérience authentique. Chaque plage, lac, ville et vallée figurant sur cette liste a été visité et validé par notre réseau de voyageurs globe-trotteurs. En bref, il vaut la peine de voyager pour les voir de ses propres yeux, sans retouches de réseaux sociaux », souligne la publication.

En Amérique latine, la Bolivie est l'un des rares pays inclus, avec le Pérou, le Mexique et l'Argentine, ce qui renforce sa visibilité sur la scène touristique internationale.

L'inclusion de l'Altiplano bolivien a été relayée par les médias internationaux et mise en avant par le ministère bolivien du Tourisme, de la Culture, du Folklore et de la Gastronomie, qui a partagé cette reconnaissance sur ses plateformes numériques.

3. Assemblée des évêques de Bolivie

17 avril

La 118e Assemblée des évêques de Bolivie s'est tenue du 14 au 18 avril à Cochabamba, sur le thème de la famille.

Cette rencontre épiscopale s'est déroulée sous la devise « La famille, terreau de la foi et école de charité », dans la continuité du thème abordé lors de l'assemblée de novembre 2025, qui portait sur la réalité des jeunes.

Ils demandent une protection de la famille contre des attaques à plusieurs niveaux.



Le premier jour, différents experts ont mené une analyse approfondie de la situation politique, économique et sociale du pays, ainsi que de la réalité ecclésiale.

Les sessions du mercredi et du jeudi ont été consacrées à l'étude du thème central dans une perspective multidisciplinaire. La situation de la famille en Bolivie a été examinée sous les angles sociopolitique, social et ecclésial, notamment en ce qui concerne la pastorale familiale, l'évangélisation et l'éducation des enfants.

L'idéologie du genre et son lien avec la famille ont également été abordés. Par ailleurs, un travail a été mené à la rédaction d'une lettre pastorale visant à renforcer l'éducation catholique et à créer des « cartes d'esérance » pour les familles.

Lors de l'assemblée, les préparatifs ont été menés en vue de la visite des évêques boliviens au Vatican en novembre prochain, où ils rencontreront le pape Léon XIV.

L'organisation des Journées nationales de la jeunesse, qui se tiendront pour la première fois à Cochabamba en janvier 2027, figurait également à l'ordre du jour. L'assemblée s'est conclue le samedi 18 avril par la lecture du message au peuple de Dieu.

Dans ce message, les évêques ont affirmé que la famille est « le don le plus précieux de Dieu » et que le couple homme-femme est la cellule première de la société, une école de vertus, un sanctuaire de vie et un trésor pour l'humanité.

Ils ont toutefois exprimé leur inquiétude face aux multiples attaques dont la famille est victime : socio-économiques, idéologiques, violentes, politiques, liées à l'insécurité et à une culture de consommation et de gaspillage.

Face à cette situation, ils ont déclaré qu'il est du devoir de chacun de protéger et de soutenir la famille à toutes les étapes de la vie.

Ils ont exhorté les parents à être les premiers éducateurs de leurs enfants et des exemples de valeurs humaines et chrétiennes.

De même, les évêques ont appelé chacun à rester fort face aux difficultés économiques et sociales actuelles. « Ne perdez pas espoir : avec l'aide de Dieu, nous pourrions surmonter cette épreuve », ont-ils ajouté.

Souffrance face au trafic de drogue

Les évêques ont exprimé leur profonde tristesse face à la progression du trafic de drogue et à la violence croissante qui affecte les familles, les communautés et, en particulier, les jeunes.

« Au cours des dix dernières années, nous avons constaté une augmentation de la violence, du trafic d'êtres humains, des assassinats commandités, des règlements de comptes et l'émergence de groupes organisés qui perturbent la paix sociale. Nous exigeons que ces groupes agissent dans le respect de leur dignité humaine et témoignent de la vie, et non de la mort », peut-on lire dans la déclaration.

Ils appellent à l'intégration des valeurs dans l'éducation.

Les évêques ont exprimé leur inquiétude quant à l'état de l'éducation et ont souligné la nécessité d'y inculquer des valeurs, la qualité et l'engagement, afin de former des individus épanouis.

Ils ont souligné que ce travail commence au sein de la famille et se poursuit tout au long du parcours scolaire, et qu'il relève de la responsabilité de toute la société.

Ils ont appelé les autorités chargées du soutien aux établissements d'enseignement à réagir de manière appropriée, en collaborant avec les initiatives de l'Église.

L'espoir au cœur de la crise

Dans leur message, les évêques ont mis en lumière «les signes d'espoir qui émergent au cœur de la crise : les personnes de bonne volonté, les initiatives de solidarité et le profond désir d'un véritable changement ».

4. Le président Roberto Paz et les gouverneurs élus s'accordent sur une coordination pour faire face à la crise et promouvoir le développement régional



Rodrigo Paz a rencontré les neuf gouverneurs élus du pays à la Casa Grande del Pueblo (Maison du Peuple).



Le président propose un « leadership national conjoint » et ouvre le débat sur la redistribution des ressources et la relance économique.

24 avril

Le président Rodrigo Paz a tenu ce vendredi sa première réunion officielle avec les gouverneurs élus des neuf départements à la Casa Grande du Peuple (Palais présidentiel). Ils y ont défini un programme commun visant à améliorer la situation économique et à renforcer le développement régional.

Au cours de cette réunion, le président a insisté sur la nécessité d'une action coordonnée entre tous les niveaux de gouvernement, en mettant de côté les divergences politiques. Dans ce contexte, il a souligné que le pays traverse une période qui exige un « leadership national commun ».

« Il ne s'agit pas seulement du président ou des gouverneurs ; il s'agit de toutes les institutions. Aujourd'hui, notre priorité absolue est de trouver des solutions pour la Bolivie », a déclaré M. Paz, soulignant l'importance de privilégier des réponses concrètes pour la population.

Économie et redistribution : thèmes centraux du dialogue

La réunion a porté sur des questions structurelles telles que l'allocation des ressources, l'autonomie régionale, la relance économique et le renforcement de la production. Les autorités se sont accordées sur l'urgence de créer les conditions propices à l'investissement et à la revitalisation des économies régionales.

Dans ce contexte, M. Paz a souligné qu'il existe un consensus sur la nécessité de travailler à des solutions durables qui dépassent le cadre de mesures temporaires. « Nous sommes tous d'accord sur la nécessité d'élaborer et de créer de nouvelles réglementations pour encourager l'investissement », a-t-il déclaré.

L'un des points centraux a porté sur l'analyse du modèle de partage des recettes à parts égales (50/50), proposé comme base de discussion pour une nouvelle relation fiscale entre le gouvernement central et les régions. Le chef de l'État a précisé que cette proposition devait s'inscrire dans une vision globale, intégrant des aspects liés au développement humain, tels que la santé, l'éducation et les perspectives offertes aux jeunes.

Dialogue continu entre les différents niveaux de gouvernement

Les gouverneurs nouvellement élus ont exprimé leur volonté de maintenir un dialogue constant avec le pouvoir exécutif, sur un programme qui conjugue les demandes régionales et les objectifs nationaux. De son côté, le gouvernement s'est engagé à soutenir ce processus et le renforcement de la coordination avec les gouvernements régionaux et municipaux.

« Le moment est venu de dialoguer, de construire et de travailler ensemble pour une Bolivie meilleure », a souligné le président. Cette réunion marque le début d'une nouvelle étape dans la relation entre le gouvernement national et les régions, avec pour défi de traduire les accords en actions concrètes répondant aux besoins du pays.

5. CIDH : La Bolivie est confrontée à des niveaux élevés de violence fondée sur le genre

24 avril

La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a qualifié la situation des violences sexistes en Bolivie d'« alarmante » dans son Rapport annuel 2025, qui souligne également l'adoption d'une loi interdisant les mariages et les unions de mineurs de moins de 18 ans.

Dans son analyse de la Bolivie, présentée dans le chapitre consacré au « Développement des droits humains dans la région », l'organisation affirme que « la situation des violences sexistes demeure alarmante » dans le pays et cite des données du Bureau du procureur général, notamment les 62 féminicides et 127 tentatives de féminicide recensés entre janvier et septembre.

« Par ailleurs, selon des informations publiques, dans le contexte des élections générales, certaines candidates auraient été victimes de violences, de menaces et de harcèlement, tant dans l'espace public que sur les plateformes numériques », note la CIDH.

Elle rappelle également que l'année dernière, « des cas d'agressions physiques, y compris des violences sexuelles, contre des journalistes ont été signalés ». En 2025, le pays a recensé 81 féminicides, et le parquet a enregistré 28 cas depuis le début de l'année.

En Bolivie, la loi 348, dite « Loi garantissant aux femmes une vie exempte de violence », est en vigueur depuis 2013. Elle punit le féminicide de 30 ans de prison sans possibilité de grâce, soit la peine maximale prévue par la loi bolivienne.

Par ailleurs, le rapport de la CIDH a souligné certains progrès réalisés par la Bolivie, notamment l'adoption de lois visant à protéger les enfants et les adolescents des unions forcées, conformément aux

recommandations de l'organisation. Concrètement, en septembre, une loi a été promulguée interdisant les mariages et les unions de fait entre mineurs de moins de 18 ans ou avec des adultes, afin de protéger les enfants et les adolescents de cette pratique qui les expose à des vulnérabilités telles que les abus sexuels, les grossesses non désirées et la traite des êtres humains. (EFE)

6. Sur les 67 entreprises publiques, au moins 15 sont en faillite. Les pertes cumulées dépassent 8 milliards de bolivianos boliviens.

EMPRESAS QUE TRABAJAN A PÉRDIDA Y SIN UTILIDADES		
EMPRESA	PÉRDIDA	NIVEL DE DEUDA
Empapa	Bs 828,9 millones	16,72%
YLB	Bs 4.722,2 millones	4,023%
Easba	Bs 4.719 millones	848,6%
ABE	Bs 408,7 millones	374,8%
EMK	Bs 399,1 millones	18,2%
BoA	Bs 335,6 millones	372,7%
Bolivia TV	Bs 188,6 millones	7,47%
Yacana	Bs 187,6 millones	138,85%
B-Agro	Bs 101,1 millones	64,12%
Emcorocoro	Bs 75,3 millones	37,44%
Quipus	Bs 44,7 millones	270%
EBC	Bs 36,2 millones	401,39%
TAM	Bs 29,4 millones	4,097%
EBIH	Bs 23 millones	583,8%
Carbonbol	Bs 18 millones	6,14%
EBA	Bs 8,5 millones	67,9%



- Estas empresas acumulan pérdidas por 2.655 millones de bolivianos y un patrimonio negativo de 1.901 millones de bolivianos.

- Datos al 31 de marzo de 2026.

Fuente: OFEP

Entreprises qui fonctionnent à perte et sans profits

24 avril

Sur les 67 entreprises publiques boliviennes, 15 sont en faillite technique, cumulant des pertes de 2,655 milliards de bolivianos et un actif net négatif de 1,901 milliard de bolivianos, comme l'a révélé mercredi l'Office technique pour le renforcement des entreprises publiques (OFEP) lors d'une conférence de presse à La Paz. (1 euro pour 7,90 bol à la date du jour)

Le directeur exécutif de l'OFEP, Pablo Camacho, a confirmé que 15 de ces entreprises sont en faillite technique, une situation où les pertes dépassent l'investissement initial. Parmi les entreprises les plus touchées figurent la sucrerie ILB, Kipus, Papelbol, San Buenaventura et la Compagnie des services aériens.

« Ces ressources n'appartiennent pas aux administrations précédentes ; elles proviennent des 11,5 milliards de bolivianos malheureusement gaspillés dans des projets qui n'ont généré ni développement ni croissance », a souligné M. Camacho.

« Ces ressources n'appartiennent pas aux gouvernements précédents ; elles proviennent des 11,5 milliards de bolivianos malheureusement gaspillés dans des projets qui n'ont généré ni développement ni croissance », a souligné Camacho.

PERTES CUMULÉES

Le dirigeant a expliqué que les pertes cumulées de toutes les entreprises publiques dépassent 8 milliards de bolivianos, une somme « qui aurait pu transformer radicalement l'économie nationale si elle avait été gérée correctement », a-t-il affirmé.

Dans le cas de la compagnie aérienne bolivienne, qui a démarré avec un capital initial de 52 millions de bolivianos, les pertes cumulées s'élevaient déjà à 47 millions de bolivianos en 2024. Actuellement, deux de ses hélicoptères sont hors service. Ces appareils étaient destinés à fournir des services aux secteurs public et privé, notamment pour les opérations de sauvetage et de lutte contre les incendies de forêt. Le manque d'entretien et de ressources empêche la compagnie de remplir ses missions.

« Ces hélicoptères sont essentiels pour les situations d'urgence et le développement régional. Aujourd'hui, faute de ressources, ils restent cloués au sol, ce qui témoigne de la mauvaise gestion des finances publiques par les administrations précédentes », a déclaré Camacho.

Camacho a critiqué la création d'autres entreprises publiques qui, selon son analyse, ne répondent pas aux besoins réels du pays. Des projets comme Kipus et Papelbol auraient été conçus davantage pour les besoins internes du gouvernement précédent que pour une efficacité productive, engendrant des structures bureaucratiques sans résultats concrets. De plus, certaines entreprises, comme San Buenaventura et Easba, ont bénéficié de délais de remboursement de prêts allant jusqu'à 13 ans – des privilèges non accordés au secteur privé – illustrant une gestion inégale des ressources publiques.

ANNONCE DES AUDITS

Le rapport technique, qui compte plus de 140 pages, sera présenté au Conseil des ministres, où des mesures spécifiques seront évaluées pour chaque entreprise.

Des audits complets sont prévus afin de déterminer les dommages économiques et les éventuelles responsabilités administratives, civiles ou pénales.

« La transparence dans la gestion des ressources publiques doit être garantie. Dans 10 à 12 jours, nous tiendrons une conférence de presse afin que les universités, les chercheurs et les journalistes puissent examiner ces informations de manière claire et accessible », a déclaré M. Camacho. Il a ajouté que les échéances de dette en souffrance nécessitant un rééchelonnement avaient également été identifiées, ainsi que les obligations financières à honorer en 2026.

Chaque entreprise bénéficiera d'un traitement différencié, étant donné qu'il n'existe pas de formule unique pour son redressement ou sa restructuration, et que les décisions devront être conformes à la loi 466, qui limite la capacité de l'État à injecter des ressources sans justification technique et juridique.

Fort de cette évaluation exhaustive, le directeur exécutif de l'OFEP a indiqué que des efforts seraient déployés pour optimiser la gestion des entreprises publiques, améliorer leur efficacité et veiller à ce que les ressources de l'État soient utilisées au profit de la population.

7. « CONTRES POLITIQUES »

La loi 1720 et la crise du diesel alimentent les protestations sociales et le parti Unité appelle à une politique de tolérance zéro face à la criminalité.



Un groupe de 300 autochtones se joint à la marche à Alto Beni.

25 avril

La marche indigène partie de Pando a atteint la municipalité de Caranavi après près de deux semaines de marche. Les manifestants protestent contre la loi 1720 et la pénurie de gazole, des problèmes qui ont exacerbé le mécontentement social et donné lieu à de nouvelles manifestations. Au Parlement, le député Alejandro Reyes, du parti Unité, a appelé à une réponse ferme face à cette situation.

La mobilisation indigène a reçu des renforts ces dernières heures, avec l'arrivée d'au moins 300 marcheurs dans la ville de San Ignacio de Moxos, dans l'État de Beni. Après leur arrivée à Caranavi ce samedi, les manifestants prévoient de reprendre leur marche ce week-end en direction de La Paz, située à 167 kilomètres de la capitale.

La manifestation exige l'abrogation de la loi 1720, qui transforme les petites exploitations agricoles en moyennes propriétés. Les manifestants estiment que cette loi pénalise les territoires indigènes et les petites exploitations productives, et qu'elle constitue l'une des principales sources de pression sociale contre le gouvernement. À l'Assemblée législative, le député Alejandro Reyes, de l'Alliance de l'Unité, a affirmé qu'il y avait « une résurgence des revendications sociales, souvent teintées de politique », et a relevé des similitudes entre les différents secteurs mobilisés. « On retrouve les mêmes slogans, la même logique, et probablement même les mêmes sources de financement », a-t-il déclaré.

Le député a dit espérer que ces manifestations ne marquent pas une résurgence du Mouvement vers le socialisme (MAS) et a affirmé qu'une partie de la population rejette les blocages et les marches comme moyens de pression. Dans ce contexte, il a demandé au pouvoir exécutif d'adopter une position plus ferme face à ces mobilisations.

« Il est temps d'être plus ferme, de faire respecter la loi. N'importe qui ne peut pas manifester ou bloquer des routes ici », a déclaré M. Reyes, qui a également demandé que la loi dite anti-blocus soit examinée en urgence par la Commission de la justice pluraliste de la Chambre des députés.

Un des organisateurs de la marche a affirmé que les manifestants restaient fermes dans leurs revendications : l'abrogation de la loi 1720, la régularisation des mineurs de Pando et un vote contre la loi anti-blocus, actuellement soumise à l'Assemblée législative.

De son côté, la députée Claudia Bilbao, membre du parti au pouvoir, a déclaré que le gouvernement restait ouvert au dialogue concernant les revendications foncières, éducatives et celles du Centre des travailleurs boliviens (COB). Elle a rappelé que le ministre Mario Justiniano s'était engagé à intégrer un article à la loi 1720 afin de garantir la protection des petites exploitations agricoles.

La députée s'est toutefois inquiétée du fait que plusieurs mobilisations « aient des motivations politiques, émanant de personnes qui ne souhaitent pas la réussite de ce gouvernement ».

La Fédération bolivienne des travailleurs des mines s'est jointe aux manifestations indigènes, s'engageant à soutenir la marche « moralement et matériellement » par une décision prise lors d'une assemblée nationale tenue à Potosí le 21 avril. Le secteur minier a également rejeté la loi 1720, arguant qu'elle nuit aux petits producteurs, et a appelé ses syndicats affiliés à désigner des représentants pour participer activement à la mobilisation indigène.

Parallèlement, la Chambre départementale des transports de La Paz (Cedetran) a décrété l'état d'urgence et annoncé des marches et des blocages à partir du lundi 27 avril, dénonçant les pénuries de carburant persistantes et les pertes économiques accumulées depuis janvier.

Les camionneurs ont contesté le monopole attribué à la société Trafigura, exigé la suspension des activités de Medlog Trucks Bolivia pour concurrence déloyale présumée et réclamé la restitution de 12 camions saisis au Pérou. Ils ont également exigé la régularisation immédiate des approvisionnements en diesel, rappelant que le secteur avait accepté la hausse du prix du carburant à 9,80 bolivianos sans que les pénuries ne soient résolues.

Cedetran a appelé toutes ses filiales à se rassembler ce lundi à partir de 7h00 au péage de Senkata pour entamer des mesures de pression, un jour qui pourrait aggraver les tensions sociales et compliquer l'approvisionnement et la circulation dans l'ouest du pays.

8. Ils constatent une « stagflation ».

Les analystes mettent en garde contre des « crises multiples » et une incertitude croissante quant à l'avenir.



26 Avril

Les analystes économiques Horst Grebe et Gonzalo Colque s'accordent à dire que la Bolivie traverse une crise multiple, marquée par la détérioration du secteur des hydrocarbures, un déficit budgétaire important, une pénurie de dollars, des problèmes d'approvisionnement en carburant et une incertitude économique et institutionnelle croissante quant à l'avenir du pays.

Lors de l'émission « Construisons la démocratie » sur la chaîne Erbol, les deux spécialistes ont souligné que la situation actuelle reflète des problèmes structurels accumulés depuis plusieurs années et ont averti que le nouveau gouvernement est confronté à un scénario extrêmement complexe.

M. Grebe a affirmé que la crise est indéniable et résulte d'une combinaison de facteurs qui ont commencé à se manifester au milieu des années 2010, principalement avec le déclin persistant de la production d'hydrocarbures et la réduction des exportations de gaz naturel.

« Le pays est confronté à une crise économique, institutionnelle et politique. L'économie n'a pas progressé en 2023 ; au contraire, elle a enregistré une contraction d'environ 1,6 %, selon les chiffres officiels », a-t-il déclaré. L'économiste a souligné que les signes les plus visibles de la crise sont le manque de dollars, les pénuries de carburant et la faible qualité des carburants importés. Selon lui, le problème central réside dans la situation de YPFB (Compagnie pétrolière d'État bolivienne) et son incapacité à approvisionner à la fois le marché intérieur et les exportations de gaz.

« La chute des prix du gaz naturel a été spectaculaire et a profondément modifié la situation des hydrocarbures en Bolivie », a déclaré M. Grebe, qui a également averti que le pays subit une *stagflation*, caractérisée par une stagnation économique conjuguée à l'inflation.

Il a ajouté que l'inflation reste officiellement inférieure à 20 %, même si la perception des ménages est différente en raison de la hausse continue des prix et des difficultés d'approvisionnement. « Nous sommes en situation de stagflation, avec une grande incertitude quant à l'avenir, à l'emploi et aux entreprises publiques », a-t-il affirmé.

De son côté, M. Gonzalo Colque a souligné que la crise des carburants a mis en évidence la forte dépendance aux importations de diesel et d'essence, une situation aggravée par le manque de devises étrangères. « Il n'y a pas de dollars, même si le gouvernement refuse de le reconnaître. C'est là le cœur du problème qui explique les difficultés d'importation de carburant », a-t-il déclaré.

L'analyste s'est interrogé sur les raisons pour lesquelles, malgré la hausse des prix du carburant et l'annonce officielle d'économies quotidiennes supposées de 10 millions de dollars, la pénurie de devises persiste.

« On nous demande où sont passées ces ressources. Les bolivianos qui entrent dans l'État ne se transforment pas automatiquement en dollars ; cela nécessite une gestion économique spécifique qui, jusqu'à présent, n'a pas été mise en œuvre », a-t-il expliqué.

Colque estime qu'aucune réforme économique fondamentale n'a été entreprise ces derniers mois pour remédier au problème structurel de la pénurie de devises, et que le pays se trouve donc pratiquement dans la même situation qu'il y a un an.

« Nous manquons toujours de dollars pour garantir l'approvisionnement en carburant, malgré la hausse des prix de l'essence et du diesel », a-t-il souligné.

9. « Passée la date du 1er mai, je pense qu'un soulèvement est à craindre car nous n'en pouvons plus. »



Le dirigeant a annoncé un soulèvement national

23 avril

Johnny Valdivia, directeur national du Syndicat indépendant des transports, a mis en garde contre une crise imminente dans son secteur le mois prochain. Il a expliqué que les problèmes liés à la mauvaise qualité de l'essence ne sont plus tolérables et que le secteur est confronté à une grande incertitude dans l'attente d'un changement de direction.

« Nous espérons que cette nouvelle administration agira au plus vite, car après le 1er mai, je crains un soulèvement social dans le secteur des transports. Nous ne pouvons plus le supporter », a-t-il déclaré.

Il a annoncé la tenue d'une réunion élargie des dirigeants pour prendre des décisions.

« Ce ne sont que des promesses en l'air ; jusqu'à présent, rien n'a été fait », a-t-il déploré.

Face à cette incertitude, le dirigeant a indiqué qu'aucun changement n'avait été constaté. Au contraire, il soupçonne que l'intention sous-jacente est de privatiser YPFB (la compagnie pétrolière nationale bolivienne) et d'augmenter les prix des carburants. Il a averti que cela ne sera pas accepté.

10. A moins d'un mois de son entrée en fonction

La présidente de YPFB démissionne après avoir alerté sur la détérioration plus importante que prévu de l'institution



Claudia Cronenbold a pris ses fonctions le 30 mars.

22 avril

Moins d'un mois après sa prise de fonctions, Claudia Cronenbold a présenté sa démission de la présidence de Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos (YPFB), invoquant une dégradation institutionnelle plus importante que prévu, nécessitant une restructuration de longue durée.

L'information a été confirmée à notre rédaction par des sources proches du dossier.

Mme Cronenbold avait pris ses fonctions le 30 mars, succédant à Yussef Akly, un changement intervenu dans un contexte de polémique liée à la distribution d'essence de mauvaise qualité ayant endommagé des véhicules à travers le pays.

« Une fois en poste, l'évaluation technique et administrative a révélé un état institutionnel bien plus dégradé que prévu », peut-on lire dans la lettre, publiée par le journaliste Tuffi Aré.

Elle a déclaré que l'entreprise était fragilisée depuis vingt ans, période durant laquelle « une structure pernicieuse, truffée d'obstacles, caractéristique d'un État retranché », s'était mise en place. Cronenbold a souligné que « le redressement de l'entreprise exige une refonte juridique et administrative de longue haleine afin de démanteler en toute sécurité les obstacles bureaucratiques complexes dont elle a hérité ».

Elle a toutefois estimé que le gouvernement a besoin de résultats rapides et que, compte tenu des « délais techniques et des cadres juridiques actuels qui constituent des facteurs limitants », la solution la plus responsable consiste à « permettre l'exploration de nouvelles approches de gestion qui correspondent aux besoins urgents de l'agenda national ».

« Je pars avec la satisfaction d'avoir mis en lumière les problèmes critiques qui doivent être résolus et avec gratitude d'avoir pu servir mon pays à ce moment crucial », conclut le communiqué.

11. Réponse du gouvernement à l'assemblée de la fédération ouvrière de Bolivie (COB) : « Le progrès se fait en travaillant, pas en s'arrêtant, pas en bloquant. »



1° mai à El Alto

Le gouvernement a réagi à l'assemblée de la Centrale des travailleurs boliviens (COB), affirmant que la solution à la crise réside dans le travail, et non dans des tactiques de pression, faisant allusion à la grève générale illimitée annoncée par ce secteur.

« La seule façon de surmonter la crise est de créer véritablement les conditions nécessaires à la production. Nous avançons, nous progressons : en travaillant, et non en nous arrêtant, et non en bloquant les routes. (...) Le premier message de cette assemblée est qu'elle ne représente pas la Grande Bolivie, les hommes et les femmes qui ont décidé de travailler », a déclaré le porte-parole de la présidence, José Luis Gálvez.

La COB a déclaré une grève illimitée, avec des mobilisations débutant ce vendredi, afin de soutenir les secteurs en grève et d'exiger une prise en compte immédiate de leurs revendications. Son directeur exécutif, Mario Argollo, a averti qu'en l'absence de réponse, le gouvernement « devra se retirer ». Il a justifié cette mesure par la hausse du coût des produits de première nécessité, le chômage et les

problèmes d'approvisionnement en carburant, dénonçant par ailleurs le népotisme présumé au sein du ministère du Travail et s'interrogeant sur l'absence de solutions de l'exécutif.

Dans ce contexte, le gouvernement a réaffirmé son appel au dialogue avec tous les secteurs et a défendu le mandat obtenu aux urnes, assurant qu'il ne céderait pas aux pressions et qu'il favoriserait les accords, parallèlement à la présentation d'un ensemble de lois économiques dans les prochaines semaines.

12. «Nous avons besoin de dialogue ; je ne sais pas si une grève ou un blocus sont la solution», a plaidé Monseigneur René Leigue.

L'archevêque de Santa Cruz a appelé à l'espoir et à la patience les nouvelles autorités qui prendront leurs fonctions demain. « Soyons conscients qu'il faudra du temps pour que les choses se mettent en place », a-t-il souligné.

L'archevêque de Santa Cruz, Monseigneur René Leigue, a critiqué les secteurs qui recourent aux blocages ou aux grèves comme forme de protestation. Il a plaidé pour le dialogue comme principal moyen de résolution des problèmes et a exhorté ces secteurs et le gouvernement à rechercher un terrain d'entente afin de répondre aux revendications sociales qui menacent la paix.

Au début de son homélie, le prélat a lu le message publié par la Conférence épiscopale bolivienne à la suite de la récente réunion des évêques à Cochabamba. Le texte souligne l'importance de vivre en paix et de défendre les valeurs de la famille pour maintenir une société harmonieuse. Les évêques du pays appellent à « construire la paix dans un monde fracturé ».

Dans ce même message, les responsables de l'Église catholique reconnaissent la souffrance « causée par la progression du trafic de drogue » et son impact sur la société. « Nous ne pouvons rester indifférents », ont déclaré les évêques face à cette menace qui fauche des vies dans notre pays.

Malgré ce sombre tableau, l'appel des évêques invite à garder espoir en un avenir meilleur.

Après avoir lu le message, Mgr Leigue a évoqué le grand nombre de familles « qui souffrent au quotidien » faute d'argent, de travail ou d'accès aux soins. Il s'est interrogé sur la grève des médecins de Santa Cruz, qui dure depuis cinq jours, et sur ses causes profondes.

Il a néanmoins exprimé des critiques à l'égard de ce type de protestation. « Je ne sais pas si les grèves et les blocages sont une solution à ce que nous vivons. Il existe d'autres moyens de trouver des solutions », a-t-il affirmé.

Face aux menaces de grève illimitée lancées par le COB (Fédération des travailleurs boliviens), l'évêque de Santa Cruz s'est montré catégorique. « Nous demandons à ces groupes, qui prétendent exiger des concessions, de trouver d'autres voies de solutions » qui ne pénalisent pas la population et qui profitent à tous. Parallèlement, il a exhorté les autorités à poursuivre le dialogue.